

LE MONDE ARABO-MUSULMAN ENTRE TERREUR ET ESPOIR

SOMMAIRE

Edito

Maison du Monde
Assemblée Générale

Semaines du consom'acteur
Inauguration des Semaines du
consom'acteur
Le marché solidaire

Peuples solidaires
Poursuivons ensemble nos
mobilisations

Droits humains
Accueil des migrants avec la
CIMADE à la Maison du Monde
en 2015
Recommandation du Défenseur
Des Droits
Communiqué Rwanda
Soirée de solidarité avec I. Dia

Méditerranée
Mission Éducation et partage
solidaire à Gaza

Café de l'actu
Soisy Aide Au Monde
Devenir paysans en voyageant

Aux croisements du monde
L'Indonésie

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration
509 , Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Toute guerre civile génère son lot d'horreurs. Mais celles qui sont perpétrées en Syrie depuis 2011 dépassent l'entendement. Le livre récent de Samar Yazbek, « Les portes du néant », vous y plonge jusqu'à la nausée. Issue de la communauté alaouite, elle a participé aux premières manifestations pacifiques contre la dictature de Bachar. « Arrêtée, battue, terrorisée », elle a dû s'exiler en France avec sa fille. Mais, ne supportant pas ce « bannissement », elle est retournée clandestinement en août 2012, février 2013 et juillet-août 2013 dans les enclaves du nord insurgées et tenues au départ par l'Armée Syrienne Libre (ASL) pour aider les femmes à mettre en place des écoles et des centres de formation, à bâtir une Syrie libre, démocratique et laïque. Surtout, elle s'est mise à écrire pour témoigner du quotidien des familles qui voulaient continuer à mener une vie digne sous la menace permanente des barils de pétrole et des bombes à fragmentation, tout en extrayant les gens des décombres, en enterrant les morts, en secourant les blessés, en protégeant les enfants et en faisant des projets pour l'« après-Bachar ».

En 2013, en prenant le risque incroyable de rencontrer des émirs jusque sur la ligne de front, elle témoigne de l'évolution d'un pays qui s'enfonce toujours plus dans la barbarie et l'obscurantisme avec l'apparition des islamistes radicaux et des étrangers recrutés par Daech : par leurs « tribunaux improvisés, ils « imposent la charia, le port du voile, les châtements corporels ».... Les rebelles se voient désormais « contraints de combattre à la fois les partisans du régime et ceux du califat ». Depuis 2013, la situation est devenue tellement intenable qu'elle a engendré ces flots de réfugiés auxquels

l'Europe, France en tête, ferme ses portes par un calcul égoïste qu'elle paiera un jour.

La Tunisie, par contre, ce petit pays qui a allumé la flamme de la révolution dans le monde arabe fin 2010 et seul survivant de cette épopée, semble de nouveau tracer un chemin qui pourrait servir de modèle aux autres. La situation est loin d'y être brillante : point de passage et de fixation des migrants de toute l'Afrique -plus de deux millions, dans des camps avec leur lot de trafiquants-, une économie plombée par la chute du tourisme, une agriculture bouleversée par l'agro-business au détriment des petits paysans, un taux de chômage très élevé, des jeunes sans avenir, des salafistes actifs, le voisinage d'une Libye anarchique et d'une Algérie suspendue aux conséquences imprévisibles de « l'après-Boutef ». Mais, seule à avoir accouché d'une Constitution en 2014 après trois années de débats citoyens où les pressions du parti islamiste Ennahdha a fait craindre le pire aux démocrates, elle cherche encore la voie de l'« après-Ben Ali ».

Ennahdha, qui représente le groupe parlementaire majoritaire, partage aujourd'hui le pouvoir avec Nida Tounès. Faut-il croire son dirigeant historique Rached Ghannouchi quand il déclare, au 10e Congrès du parti, du 20 au 22 mai, qu'« il n'y a plus de justification à l'islam politique » en Tunisie ? que son parti est un « parti politique, démocratique et civil » avec « un référentiel de valeurs civilisationnelles musulmanes et modernes » ? qu'il faut « distinguer le politique du culturel » ? « la démocratie musulmane » et « l'islam djihadiste extrémiste » ? Pourquoi ne l'a-t-il pas dit plus tôt ? Qu'en pensent les Tunisiens et... les Tunisiennes ? Ce serait un tournant capital, qui ouvrirait la voie à une démocratie nouvelle dans un monde arabo-musulman qui ne connaît quasiment que des dictatures militaires ou religieuses.

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 09 AVRIL 2016

63 adhérents étaient présents ou représentés sur un total de 84 adhérents et la plupart des associations résidentes étaient représentées.

Plusieurs élus de la municipalité d'Evry ont été présents : Jacques Longuet, Hervé Pérard, Christiane Gosset, Alban Bakary, ainsi que Jacques Simon, dont certains d'ailleurs adhérents à notre association.

Après un accueil des participants autour d'un café, Myriam Heilbronn a présenté un diaporama sur le rapport d'activité envoyé au préalable rappelant les moments essentiels de l'activité de l'Association en 2015.

Les centres d'intérêt particuliers et les points forts de l'année écoulée ont été le Forum Social Mondial de Tunis et son extension à Evry avec la question des médias libres, la démocratie participative dans le cadre de la COP21 au cours du second et troisième trimestres, ainsi que les événements liés à « Alternatiba » qui se sont déroulés de juin à septembre, ponctués par des expositions thématiques, les Cafés d'actualité, la Lettre de la Maison du Monde et enfin le Mois des 3 Mondes au quatrième trimestre.

Sur ce registre nous avons également abordé les différentes raisons qui nous ont conduits à modifier, voire bouleverser ou annuler certains événements, notamment autour des semaines du Consom'Acteur et du Mois de 3 Mondes axé en novembre-décembre sur le thème de la Souveraineté alimentaire : Les attentats en début et fin d'année, des déplacements d'événements à la demande de la municipalité en raison d'impossibilité de mise à disposition de lieux et matériels et aussi en septembre une annulation du village

Alternatiba pour raisons climatiques... on était dans le sujet !

Les freins financiers ont aussi été abordés ainsi que les difficultés rencontrées dans notre fonctionnement.

Sur ce point, comme beaucoup d'associations, nous souffrons du manque de renouvellement de militants, notamment jeunes, mais aussi des baisses de subventions de la part de nos partenaires institutionnels. En effet nous n'avons plus, depuis 4 ans maintenant, les moyens de financer un poste de coordination comme c'était le cas par le passé ; aussi, les bénévoles passent de ce fait de plus en plus de temps à des travaux de coordination et administratifs, ce qui nuit à notre rayonnement.



Après des baisses successives drastiques, la subvention de la municipalité d'Evry, notre principal financeur, est restée à peu près

stable. Une Convention triennale avec le Conseil départemental nous permet de poursuivre nos programmes autour de notre Centre de Documentation, d'animer régulièrement les cafés d'actualité et la Lettre. Les aides de la Région ont été cette année très ponctuelles.

Aussi les recherches de subventions qui sont nécessaires restent un vrai casse-tête qui monopolise beaucoup d'énergie des bénévoles au détriment d'actions de terrain.

Par rapport à une question posée sur nos difficultés de fonctionnement au niveau du CA en 2015, il a été rappelé le travail de réflexion que nous avons mené en bénéficiant de l'accompagnement d'une personne extérieure à l'association, psychologue de formation. Cette démarche ouverte à l'ensemble des membres du CA et à nos deux salariés Patrick et Margaux, a permis une amélioration des relations et de notre fonctionnement interne sans empêcher la démission d'un de ses membres.

Au moment des votes, une demande a été transmise à l'AG pour procéder à un vote à bulletin secret. Mais si cette exigence par rapport au secret du vote est effectivement prévue par les statuts, la personne qui formule

Conseil d'administration (avec la répartition des postes du bureau définie lors de la réunion du CA le 3 mai)

Marc Alméras (Dare Dare),
Rémy André (LDH départementale),
Claude Bescond, *secrétaire*
Bandioukou Doucouré (Les Amis de Kayes),
Françoise Bories,
Michel Chesseron,
Seyit Dehran et Ramazan Din (les Amis anatoliens),
Marie-Anne Failliot-Chichery (Aamaba),
Bertrand Heilbronn, *trésorier adjoint*

Myriam Heilbronn, *présidente*
Yvette Le Garff (LDH Evry),
Christian Mongin,
Helin Nuage,
Bernadette Paradis, *secrétaire adjointe*
Jacques Picard,
Josette Pineau (Evry Palestine), *trésorière*
Jacques Simon (Amis du Monde diplomatique),
François Vaillé. *vice-président*

cette demande doit être présente. En l'occurrence, ayant été uniquement formulée au nom d'une personne absente, elle n'a pas été retenue.

Le rapport d'activité et moral a été approuvé à l'unanimité des Présents et Représentés sauf 3 abstentions et le rapport financier a été approuvé à l'unanimité.

Nos orientations pour l'année 2016 :

Une présentation des actions programmées pour l'année a été faite, qu'il s'agisse des semaines du Consom'Acteur, des cafés d'actualité, des semaines du Consom'acteur et du prochain Mois des 3 Mondes 2016 sur le thème de la jeunesse.

Deux groupes de travail se sont mis en place, un concernant la communication et le développement de notre association avec une ouverture à des publics plus larges et plus jeunes, ainsi qu'un travail pour rechercher des possibilités de financement d'un poste de coordination pérenne...

Un travail de groupe a ensuite été proposé sur le thème de la Jeunesse retenu après consultation auprès des associations résidentes, notamment pour la préparation du Mois des 3 Mondes.

Nous avons aussi, au cours de cette AG, mis un FOCUS particulier sur la permanence d'accueil des étrangers à la Maison du Monde représentée dans cette activité avec constance par Marie Ponroy en collaboration avec la CIMADE, maintenant association résidente. René Pasteau nous a présenté un diaporama sur le bilan de l'action menée cette année au cours des permanences d'accueil CIMADE, document que vous pouvez vous procurer si vous le souhaitez auprès de la Maison du Monde.

Nous avons ensuite procédé à l'élection du Conseil d'Administration dont tous les membres ont été élus à la majorité des présents sauf trois abstentions.

Un pot convivial a clôturé l'après-midi au cours duquel les échanges se sont poursuivis.

Myriam Heilbronn

Inauguration des SEMAINES du CONSUM'ACTEUR

C'est le samedi 14 juin, à midi, place de l'Agora, qu'a eu lieu l'inauguration de trois expositions pour jusqu'à la fin du mois : « Consommons autrement, consommons malin ! », « Devenir paysan en voyageant, regard sur cinq initiatives sud-américaines », « Regards croisés sur l'économie sociale et solidaire » (voir programme dans La Lettre précédente N° 201). Plus d'une trentaine de personnes étaient présentes, principalement élus et responsables ou adhérents des associations résidentes ou sympathisantes.



Myriam Heilbronn, la présidente, après les salutations et les remerciements d'usage, a présenté le programme de cette quinzaine, mais surtout la philosophie qui sous-tend cette initiative de la Maison du Monde qui avait pour thème « Consommons éthique et responsable » dans une perspective de respect de la planète et de développement durable. Elle a incité les personnes présentes à participer aux manifestations prévues, puis a donné la parole à Céline et Maxime, les « vedettes » de la journée. Auteurs de l'exposition « Devenir paysan autrement », ils ont rappelé pourquoi ils ont entrepris ce périple que nous avons pu suivre pas à pas à travers les articles publiés chaque mois dans La Lettre. Ils ont insisté

sur l'esprit qui les animait, un esprit de partage et d'échange d'expériences avec des « paysans », femmes et hommes de la terre, confrontés aux mêmes problématiques qu'eux. Revenus en avril, ils ont maintenant le projet de s'installer dans une ferme en région Rhône-Alpes et nous ont invités, pour en savoir plus, au café de l'actu du 24 mai prévu au programme de cette quinzaine. Pour terminer ces présentations, un responsable de l'association Soisy Aide Au Monde a présenté à son tour le café de l'actu précédent, le 17 mai. Puis les échanges se sont longuement poursuivis autour du pot préparé par la Maison du Monde

Michel Chesseron



semaines du consom'acteur

MARCHÉ SOLIDAIRE de la Maison du Monde

dixième édition le samedi 21 mai

Sur la place Terrasses de l'Agora, à l'entrée du Centre commercial Evry 2, une vingtaine d'exposants associatifs et même institutionnels comme la TICE se sont retrouvées dans un village de tentes (installé par la ville) pour échanger et partager des pratiques et des expériences en lien avec le développement durable, la consommation responsable et la solidarité internationale ou l'insertion.



semaines du consom'acteur

Les nombreux visiteurs ont pu y faire des achats, se restaurer et participer à la confection d'un baobab du partage et porteur de messages avec IES 91.

Comment rester maître de sa consommation dans le respect de notre environnement, comment mieux se nourrir, mieux utiliser les réseaux de transports et mener des actions citoyennes collectives pour un mieux vivre ensemble avec cette nécessaire ouverture sur le Monde d'aujourd'hui...

Bon nombre de passants ont découvert des aspects d'engagements au quotidien qu'ils ne soupçonnaient pas... Comment par exemple, sans s'éclairer à la bougie !... avoir de l'électricité moins « chère et solidaire... », comment acheter ses légumes dans une AMAP plutôt qu'au super marché du coin, comment soutenir des porteurs de projets par un engagement financier modeste avec « les cigales », pourquoi acheter de l'huile d'olive de Palestine avec « Evry Palestine », de l'artisanat et du café, chocolat... à Artisans du Monde et faire ainsi acte de solidarité et de soutien

construit, pourquoi voyager autrement avec Tourisme et Développement Solidaire (TDS) aux quatre coins de la planète ;

Comment vivre ensemble, avancer dans la vie, témoigner et être acteur responsables dans ce monde qui



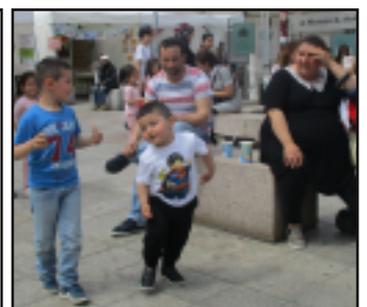
s'universalise, sans être isolé et se laisser dominer par le profit ... Pouvoir retrouver du plaisir au partage et être heureux dans des engagements militants !!!

Des étudiants de l'université d'Evry Val d'Essonne et l'association APDGF, partenaires de cet événement nous ont aussi permis de découvrir des plats

originaux et abordables dégustés en grandes tablées ou en petits comités par des passants attirés par des parfums d'ailleurs. Les exposants et aussi des employés du Centre commercial lors de leurs pauses ont apprécié ces instants gourmands et de découverte d'une vie associative si proche d'eux qu'ils ignoraient...

Les petits débrouillards, comme à leur habitude, nous ont un peu bousculés par des jeux remue méninges qui prêtent à la réflexion et incitent bien gentiment... mais sûrement à des changements de pratiques de consommation, nous invitant à réfléchir sur les montagnes de gaspillage ambiant que nos sociétés génèrent sur tous les continents.

D'autres stands comme les Amis Anatoliens, « SEL patate douce » proposaient aussi crêpes et gaufres et autres douceurs venues des rives méditerranéennes ou d'Afrique subsaharienne. Quant à l'association « Coup de pouce », elle a une fois de plus mis en évidence son art dans l'insertion et l'accompagnement des femmes, en





transformant en vêtements de fêtes, sacs et autres objets utilitaires élégants confectionnés à partir de vêtements usagés ou des chutes de tissus.

Le chanteur Bahkan avec sa guitare et un de ses amis batteur, ont animé avec un rythme soutenu cette journée ensoleillée en alliant gentillesse, enthousiasme et professionnalisme.

Les visiteurs ont été nombreux, seuls ou en famille, pour faire des achats solidaires, s'informer de cette vie associative ouverte sur le monde, et aussi pour se restaurer et esquisser quelques pas de danses en famille au son des rythmes entraînants des musiciens.

Un succès pour cette journée que l'on

doit aussi à la ténacité de l'équipe de la Maison du Monde et l'engagement participatif de tous ceux et toutes celles qui nous font confiance ...

Aussi un très très grand merci à tous les participants à qui nous donnons rendez vous au printemps prochain 2017 pour une onzième édition du Marché solidaire...

Et bravo à Patrick et Margaux, les principaux artisans de la préparation de cet évènement.

Myriam Heilbronn

VOTRE SOUTIEN A FAIT PLIER DES GOUVERNEMENTS : POURSUIVONS ENSEMBLE NOS MOBILISATIONS !



*Des femmes agricultrices rwandaises, soutenues par ActionAid, récoltent la pomme de terre près de leur village.
Crédits photos : Greg Funnell/ActionAid*

Il y a quelques jours, le Premier ministre de Tanzanie a annulé le projet d'une multinationale suédoise EcoEnergy qui accaparait les terres de milliers de familles.

C'est notamment grâce à votre soutien que nous avons pu créer un rapport de force avec la multinationale et le gouvernement. Vous avez en effet été des dizaines de milliers à signer un Appel Urgent qui a renforcé la mobilisation locale et a permis aux communautés paysannes de faire respecter leurs droits à la terre.

- En Sierra Leone, les six militants du droit à la terre, qui étaient injustement emprisonnés parce qu'ils s'opposaient à l'exploitation de plantations d'huile de palme par l'entreprise Socfin, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe Bolloré, ont enfin été libérés. Leur libération fait suite à une très forte mobilisation locale et internationale à laquelle nous avons contribué, avec le lancement d'un Appel Urgent et un soutien financier exceptionnel de notre caisse de solidarité.

Ensemble, nous réussissons à changer la vie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants dont les droits sont bafoués par leur gouvernement ou par des multinationales. Merci !

Cette solidarité avec les populations du Sud ne serait pas si efficace sans votre engagement à nos côtés.

C'est en effet grâce à l'ensemble de nos donatrices et nos donateurs que nous pouvons continuer à apporter notre soutien aux communautés les plus vulnérables, à dénoncer les abus des multinationales et à mobiliser pour le respect des droits humains en Tanzanie, en Sierra Leone ou ailleurs.

Si nous pouvons agir aujourd'hui sans compromission et obtenir de tels succès, c'est grâce à notre indépendance financière. En effet, nous avons fait le choix de ne pas accepter les dons d'entreprises.

La garantie de cette indépendance, c'est vous.

Malgré nos avancées, les demandes de soutien de nos partenaires se sont multipliées ces derniers mois et de nombreuses actions sont en cours : nous nous mobilisons pour améliorer les conditions de travail dans les plantations au Pérou et au Brésil, défendre les droits à la terre au Cambodge et en Sierra Leone, ou encore mettre fin à l'évasion et aux exonérations fiscales qui ruinent les pays du Sud et les empêchent de financer des services publics essentiels.

Nos équipes ont l'expertise et la détermination nécessaires pour mener tous ces combats et contribuer à faire reculer la pauvreté. Pour les accompagner, toutes les aides, tous les soutiens, sont importants.

Merci de nous apporter le vôtre.

Peuples solidaires

Accueil des migrants avec la CIMADE à la Maison du Monde en 2015

Depuis plusieurs années (occupation de la cathédrale en 1998), la Maison du Monde accueille les migrants, en partenariat avec la CIMADE. Maintenant, la CIMADE est une association résidente à la Maison du Monde. Voici un résumé de notre activité en 2015.

La Maison du Monde réalise un pré-accueil les mardis et jeudis après-midi, destiné à filtrer les demandes qui ne relèvent pas de la permanence juridique.

L'accueil a lieu tous les jeudis après-midi pendant les périodes d'ouverture de la Maison du Monde.

En 2015, 347 personnes ont été accueillies, 184 femmes et 163 hommes ; mais certaines viennent pour leur famille. L'Afrique est le continent le plus représenté : 285 personnes, dont 57 du Congo RDC, 34 Maliens, 30 Algériens, 28 du Congo Brazzaville, 23 Sénégalais, 19 Marocains etc. Une seule personne de chacun des pays dont on parle beaucoup en France actuellement, comme la Syrie, la Somalie et l'Erythrée ; aucune de l'Iraq, ni de la Libye.

Celles qui viennent nous voir résident le plus souvent à Evry et les communes de l'ancienne agglomération Evry Centre Essonne (122 personnes), de Grigny et Viry-Châtillon (46 personnes), de Corbeil et communes avoisinantes ou d'autres communes de l'Essonne. 17 personnes viennent de Seine et Marne (il n'y a pas de permanences Cimade en Seine et Marne, mais d'autres associations y sont présentes). Le nombre de personnes sans domicile fixe ou en hébergement provisoire semble croissant. Enfin, il faut rappeler qu'il y a une permanence

importante à Massy qui accueille des demandeurs, principalement de l'arrondissement de Palaiseau et aussi quelques-uns du sud des Hauts de Seine (secteur d'Antony)

Principales demandes des visiteurs de la permanence :

Les liens personnels et familiaux représentent plus d'un quart des questions qui sont posées. Cela concerne le regroupement familial, la réunification familiale des familles de réfugiés ou des familles de Français (les règles ne sont pas les mêmes), des opérations de regroupement familial sur place en application de la circulaire du 28 novembre 2012 et d'autres.

Les demandes de titres de séjour pour soins, ou de régularisation par le travail représentent chacune un dixième du total. L'asile représente 8% des demandeurs. D'autres sollicitations viennent de jeunes qui veulent faire des études ou pour d'autres raisons. Enfin, 26 personnes sont venues à la permanence après avoir reçu un arrêté préfectoral leur signifiant une obligation de quitter le territoire français (O.Q.T.F.).

L'actualité de l'année 2015 a été marquée par la loi du 29 juillet portant sur la réforme de la demande d'asile. Cette loi est donc antérieure à l'afflux des demandeurs d'asile en provenance du

Moyen-Orient et Evry a été peu concerné par ces derniers demandeurs.

La modification la plus visible a été constituée par l'obligation faite à ces personnes de s'inscrire à une plateforme d'accueil des demandeurs d'asile (P.A.D.A.), tenue par une association conventionnée avec la Préfecture. Les files d'attente devant cette P.A.D.A. sont longues et la Préfecture ne leur accorde que 15 rendez-vous par jour (75 par semaine). Ceux qui arrivent à la P.A.D.A. après les quinze premiers n'ont plus qu'à revenir un jour plus tard ! La Préfecture a changé de partenaire à partir du 4 avril 2016 .

Il y a bien d'autres modifications apportées par cette loi ; pour ne pas rester uniquement dans les choses trop négatives, disons quand même que le risque d'excision est reconnu comme un motif valable de demande d'asile (CESEDA, article L711-2, 2ème alinéa nouveau).

Une loi nouvelle sur le statut des étrangers a été promulguée le 7 mars 2016 ; elle entre en vigueur progressivement au fur et à mesure de la parution de décrets d'application et, au plus tard, le 1er novembre pour l'essentiel. On pourra en reparler.

L'équipe la Cimade est constituée de quatre personnes : qui veut la renforcer ?

René Pasteau

Recommandation du Défenseur des Droits

Extraits du rapport du Défenseur des Droits, publié lundi 9 (page 45)

Le Défenseur des droits estime :

- que le fait que des usagers d'un service public se voient contraints, pour espérer y accéder, de faire la queue à l'extérieur, sans abri, debout, et parfois dans la nuit, au risque de subir les violences qu'une telle situation ne manque pas d'occasionner, porte atteinte à la dignité humaine constitutionnellement protégée ;

- que les « refoulements » qui persistent à l'entrée de plusieurs préfectures constituent une entrave inacceptable au droit des étrangers à voir examiner leur situation.

Le Défenseur des droits instruira avec une attention particulière toutes les réclamations dont il est ou sera saisi, relatives aux conditions d'accueil des étrangers en préfecture. Il organisera

si besoin des déplacements de ses services sur place, afin de mesurer l'écart qui subsiste entre les objectifs poursuivis par les différentes circulaires du ministère de l'Intérieur visant à améliorer l'accueil des étrangers en préfecture et la réalité du terrain. Il pourra, le cas échéant, présenter des observations devant les juridictions saisies.

Le rapport du DDD est disponible en cliquant sur le lien suivant : http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/736160170_ddd_rapport_droits_etrangers.pdf

Il fait 300 pages. Il en existe un résumé, de 66 pages seulement : <http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/droits-etrangers-synthese.pdf>

René

FIDH, LDH, CPR, Survie, Licra, l'association CRF et l'ensemble des parties civiles

Vingt-deux ans après : deuxième procès en France de Rwandais accusés de génocide

Le 10 mai 2016, le procès d'Octavien Ngenzi et de Tito Barahirwa s'ouvrira devant la cour d'assises de Paris. Durant ce procès – le deuxième d'une longue série de procédures judiciaires ouvertes contre des ressortissants rwandais installés en France –, Octavien Ngenzi et Tito Barahirwa, tous les deux anciens bourgmestres de la commune de Kabarondo au sud-est du Rwanda durant le génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda, en 1994, seront jugés pour génocide et crime contre l'humanité.

« Nous nous félicitons de l'ouverture de ce procès, qui marque, deux ans après celui de Pascal Simbikangwa, une nouvelle étape importante dans la lutte contre l'impunité des auteurs du génocide commis contre les Tutsis au

Rwanda, au cours duquel sont mortes près d'un million de personnes », ont déclaré l'ensemble des parties civiles, personnes physiques et associations (FIDH, LDH, CPR, Survie, Licra et association CRF).

Les parties civiles ont cependant appris avec une grande inquiétude le retrait subit de la représentante du parquet du pôle spécialisé Crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du tribunal de grande instance de Paris, qui ne soutiendra donc pas l'accusation aux côtés de l'avocat général, comme cela avait été le cas lors du précédent procès de 2014.

Les parties civiles rappellent que ce pôle a vocation à répondre au besoin de spécialisation des magistrats ayant

à poursuivre et instruire ce type de crimes, en raison de leur complexité et des nombreux éléments d'extranéité qui entourent leur perpétration.

« Nous nous interrogeons sur les raisons d'une telle situation, dont nous espérons qu'elle ne marque pas un changement d'orientation du parquet dont les réquisitions écrites ont grandement contribué au renvoi des accusés devant la Cour d'assises. Nous souhaitons que la bonne administration de la justice ne s'en trouve pas affectée et que toutes les conditions d'un procès équitable et exemplaire restent réunies dans l'exercice normal du rôle et des prérogatives de chacun de ses acteurs », ont déclaré les parties civiles.

Quand le temps de La Justice n'est pas celui des citoyens ...

*Ce samedi soir 21 mai à partir de 19 heures, une quarantaine de personnes se sont retrouvées à la Maison du Monde d'Evry, pour **une soirée contre le racisme et en solidarité avec Ibrahima DIA.***

Cet Évryen d'une cinquantaine d'année, qui vit dans le quartier des Pyramides et travaille comme aide-soignant depuis de longues années, attend maintenant depuis 3 ans que la Justice soit rendue suite à une agression raciste qu'il a subie à Nabirat, près de Bergerac le 7 mai 2013.

L'affaire passe une première fois en audience le 14 janvier 2014, mais des erreurs commises par les gendarmes en charge de l'enquête en regard du Code de procédure pénale aboutissent à l'annulation de nombreuses pièces de la procédure juridique.

En février 2014 Madame la Procureure de Bordeaux diligente donc une nouvelle information confiée à un Juge d'instruction auprès du Tribunal de Grande Instance de Bergerac.

Le 15 mai 2015, le comité de soutien écrit à Madame la Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice, afin de savoir si les délais sont toujours aussi longs. Une réponse de la chancellerie indique que le courrier est « transmis... au Procureur Général près la Cour d'appel de Bordeaux ».

Dans un courrier du 5 février 2016, Madame La Procureure de Bordeaux précise par courrier à Ibrahima que « l'information judiciaire ouverte est toujours en cours et devait être prochainement clôturée au terme

d'investigations et d'actes qui doivent encore être accomplis ».

L'avocat d'Ibrahima, Maître Gérard Boulanger, a donc demandé le 24 mars dernier à avoir connaissance de rapport d'instruction, et depuis Ibrahima et ses proches sont toujours dans l'attente de connaître les recommandations finales de ce rapport.

Lorsque l'on parle de la lenteur de la Justice ou d'engorgement des tribunaux, au-delà des mots cela se traduit aussi par de la souffrance pour de nombreuses victimes en attente de la sérénité que procure un jugement rendu au nom de la République.

Ramon Gomez

À cette soirée de lutte et de convivialité on a chanté

On n' lâchera pas ceux d' Nabirat !



Mission Éducation et partage solidaire Gaza

30 mars – 4 avril 2016

Se rendre à Gaza n'a jamais été simple...

L'agression israélienne de l'été 2014 toujours présente

Passer par l'Égypte pour franchir la frontière à Rafah, au sud de la bande de Gaza, est aujourd'hui quasiment impossible du fait de la décision des autorités égyptiennes de maintenir le passage fermé (25

jours d'ouverture en 2015). Seule possibilité dès lors, passer par Israël et franchir le passage d'Erez, au nord de la bande de Gaza, sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires des autorités israéliennes. Après 18 mois de démarches, et grâce au soutien du consulat de France à Jérusalem, nous avons obtenu ces autorisations qui nous permettent de nous présenter à Erez le 25 mars et de franchir les contrôles israéliens sans problème. Après un très long no man's land grillagé, nous passons le premier point de contrôle palestinien. Mais au deuxième et dernier point de contrôle qui ouvre sur le territoire de Gaza, le passage nous est refusé faute de pouvoir présenter les permissions que nous avions demandées plusieurs jours auparavant. Nous n'avons d'autre solution que de rebrousser chemin et repassons les contrôles israéliens sous le regard narquois des garde-frontières. Après 5 jours d'attente dans la ville israélienne d'Ashkelon, à 30km au nord de la bande de Gaza, nous franchissons à nouveau le passage d'Erez le 30 mars et entrons enfin à Gaza grâce aux permissions obtenues avec le soutien de différentes organisations, et en particulier du Palestinian Center for Human Rights (PCHR).

A l'été 2014, Israël a bombardé Gaza pour la 3ème fois en 6 ans. Cette dernière agression, la plus longue et la plus meurtrière, pudiquement appelée par Israël « bordure protectrice », a duré un mois et 18 jours tuant 2310 personnes, dont 541 enfants et 250 femmes. Les autorités israéliennes affirment n'avoir bombardé que des sièges militaires mais nous pouvons témoigner que l'infrastructure industrielle, des écoles, des maisons, des hôpitaux, ont été ciblés et détruits, des civils ont été visés et tués.

En avril 2016, on peut voir encore de nombreux décombres. Plusieurs centaines de familles sont encore hébergées dans des « algecos », habitat précaire et inadapté : ce sont des fours en été, des glaciers en hiver. Un nourrisson y est mort de froid au mois de mars.

Certaines familles ont pu se réinstaller dans leur maison partiellement détruite, calfeutrant les trous dans les murs, avec des tissus. D'autres, les plus riches, ont pu reconstruire leurs maisons dont certaines sont imposantes. Quelques immeubles collectifs sont en construction. Ils sont affectés à partir de listes de priorité de relogement dont les critères semblent aléatoires. Mais la reconstruction reste soumise au bon vouloir d'Israël, qui décide ou non de l'entrée des matériaux, comme le ciment par exemple, dont l'entrée avait été interdite la semaine précédant notre arrivée. A la fin de l'agression, des promesses de donations de pays étrangers ont été proclamées. En réalité, 5% sont vraiment parvenues à Gaza.

Dans les mémoires des Gazaouis, cet été 2014 est une période qui reste terriblement vive et douloureuse. Chacun l'évoque avec émotion et redoute qu'elle ne se reproduise tous les deux ans. Une maman nous dit : « je regardais mes enfants en me



demandant à qui le tour... C'était le règne de la panique ». Des familles entières ont été décimées. On nous raconte des épisodes de grande solidarité, des créations spontanées de comités d'entraide par de jeunes diplômés bénévoles qui tentaient de prendre en charge les problèmes de protection, de santé, d'alimentation et d'assurer des soutiens psychologiques. Nous entendons également comment ces situations d'extrême tension peuvent révéler le meilleur mais aussi les pires comportements chez chacun d'entre nous. La solidarité peut être mise à rude épreuve quand, se sauver peut vouloir dire léser l'autre.

La situation a si peu évolué de 2014 à 2016 qu'on peut craindre, si les états occidentaux persistent dans leur complicité avec Israël, que les prochaines délégations n'aient à rédiger le compte rendu d'une nouvelle agression que tous redoutent, avant la fin de l'année 2016.

Mais Gaza toujours vivante

Elle est la clé du futur, et s'il est un endroit au monde où elle vibre de vie, c'est bien ici, à Gaza : la société civile. Des organisations de droits de l'homme de poids international jusqu'au plus petit centre pour enfants, d'inspiration diverse, communautaire, universaliste, syndicale, un réseau dense la fait vivre. De très nombreuses associations, le plus souvent animées par de jeunes diplômés bénévoles et avec très peu de moyens et de matériel (quelques

chaises, des crayons et du papier), mènent des actions auprès des enfants, pour leur apporter des moments de joie et d'apaisement, et du soutien psychologique face à leur quotidien douloureux. Chacune des associations que nous avons rencontrées nous a accueillies avec amitié et a exprimé avec force son besoin que nous puissions témoigner de l'exigence et du soin que la société civile porte au bien-être et à l'éducation de sa jeunesse. « Notre force, ce sont les enfants et l'éducation » nous dit Reem la responsable de l'association Nawa, qui gère la ludothèque du camp de réfugiés de Khan Younis financée par Evry Palestine. Pleine d'énergie et de passion, Reem a entrepris la réhabilitation d'un monastère vieux de 1700 ans pour y installer une bibliothèque pour enfants.

D'autres associations, à partir de modestes dons individuels ou l'aide d'associations étrangères, tentent de rendre les conditions de vie des familles les plus démunies moins insupportables : construction de toits, distribution de matelas ou de couvertures et de lampes sur batterie pour pallier le manque crucial d'électricité et éviter les accidents mortels provoqués par les bougies.

A l'Université Al Aqsa (l'une des 5 universités de Gaza), les moyens matériels sont également modestes, quelques ordinateurs, des dictionnaires.

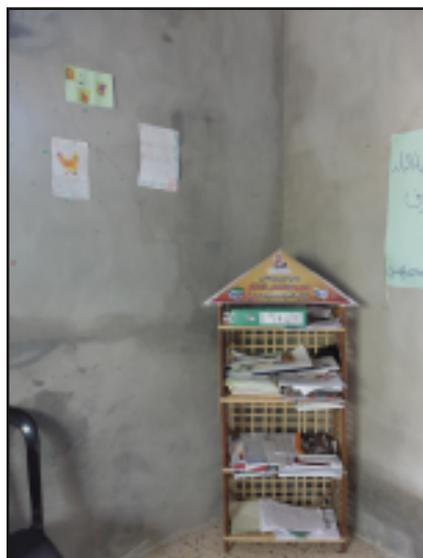
En revanche la soif d'apprendre qui se révèle dans les échanges avec les étudiantes de 4ème année de français, est immense. Enthousiastes de pouvoir utiliser la langue française avec nous (c'est si rare), elles évoquent leur vie, leurs aspirations et leurs difficultés mais aussi leur curiosité quant à nos impressions de Gaza.

Sarah, étudiante, nous dit : « ce qui est difficile à Gaza sous blocus, c'est l'idée que nous ne pouvons en sortir. Peut-être que nous ne voyagerions pas si nous en avions la possibilité, mais nous aurions un sentiment de liberté comme toute la jeunesse du monde. »

Que ce soit les étudiantes, les responsables des petites associations ou d'ONG telle que le PCHR, l'UAWC (syndicat des travailleurs de l'agriculture et de la pêche), de BDS Gaza, ou le mokhtar du village de Khuza'a, tous nous ont dit combien la présence d'internationaux à Gaza était importante.

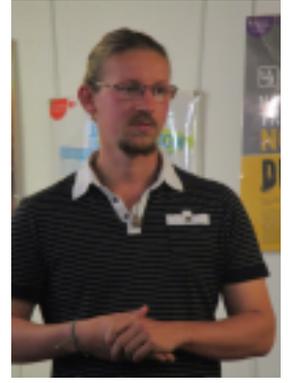
Les rires des élèves de l'école primaire de Khuza'a nous encouragent à poursuivre notre engagement pour défendre les droits du peuple palestinien !

Annie Véra (Evry-Palestine),
Véronique Hollebecque (Evry-Palestine),
Sarah Katz (UJFP)



Céline et Maxime, devenir paysans en voyageant

Céline et Maxime, ingénieurs agronomes, sont partis 15 mois en Amérique du Sud pour rencontrer des paysans et découvrir des expériences qui fonctionnent. Nous avons suivi leur périple et leurs rencontres dans la Lettre de la Maison du Monde et nous avons eu la chance de faire leur connaissance dans le cadre des semaines du consomm'acteur, avec leur exposition installée sur la place de l'Agora. Mardi soir, lors du café de l'actu, ils ont présenté leur voyage, partagé leurs découvertes et leur projet.



Avec enthousiasme, devant plus d'une trentaine de personnes, ils ont rapidement présenté l'ensemble de leur voyage. Arrivés au Brésil au mois de Janvier 2015, à Sao Paulo, ils sont ensuite restés de 1 à 3 mois dans 7 pays :

- au Brésil, rencontre avec les paysans sans terre, contact avec l'accueil paysan (agrotourisme),
 - en Uruguay, visites d'écoles agricoles, troc de semences,
 - en Argentine, un peu de tourisme,
 - au Pérou (Nord et Centre), rencontres avec des agronomes et vétérinaires autour de l'Alpaga, utilisation du four solaire,
 - en Equateur, production de légumes bio et vente en circuit court,
 - en Bolivie, le cuiseur solaire,
 - au Chili, (après 60 heures de bus en 4 jours), utilisation du four solaire, permaculture pour respecter l'environnement, production d'ail géante,
 - retour par l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil (3 Etats du Sud, peu touristiques).
- Un total de 35 000 km en bus et en stop, de riches rencontres, de belles expériences humaines et techniques qui font pétiller leurs yeux.

Ils ont constaté des problématiques similaires aux nôtres pour le monde agricole : en ville, pas d'espaces pour cultiver impliquant de longs transports pour livrer les légumes, explosion des circuits courts, les enfants d'agriculteurs qui ne veulent pas reprendre la propriété de leurs parents...

Ils ont réalisé 5 courts documentaires (de 4 à 12 minutes), dont un pour le ministère de l'agriculture équatorien concernant la production de produits bio par des groupements de maraîchers et leur distribution en circuit court. Nous découvrons ainsi comment des

agriculteurs, grâce à une volonté politique, prennent leur autonomie, perçoivent une plus juste rémunération pour leur production de légumes plus respectueuse de l'environnement. Auparavant, ils étaient pour la plupart employés dans la floriculture sous serre, destinée à l'exportation et très gourmande de produits chimiques. En se regroupant entre producteurs pour mutualiser les moyens, en constituant et distribuant leurs paniers de légumes aux employés des différents ministères, ces familles sont heureuses de prendre leur indépendance, principalement les femmes. Ce type de vente en circuit court se développe. Céline et Maxime ont l'espoir de voir évoluer les mentalités : la consommation de produits entraînera peut-être une reconsidération des méthodes de production !

Par une seconde vidéo, Céline et Maxime ont donné la parole à des communautés boliviennes utilisatrices du four solaire. En Bolivie, les 6 mois d'hiver sont généralement secs et très ensoleillés. Grâce à l'association Inti Illi Mani de La Paz, le soleil, « Inti » de la civilisation inca, est mis au service du développement. Dans les communautés qui en font la demande, et contre une petite participation financière, les fours solaires sont apportés en pièces détachées, puis construits collectivement pour mieux en comprendre le fonctionnement, l'usage



et l'entretien. Quand les familles ont appris à s'en servir, elles ne veulent plus s'en séparer et en prennent grand soin, car elles économisent ainsi leurs bouteilles de gaz coûteuses et bien souvent portées à dos d'homme. De plus ça chauffe sans brûler les aliments et n'a pas besoin de surveillance, ce qui libère le temps des femmes. Il est aussi possible de sécher les fruits à l'aide d'un déshydrateur solaire. Céline et Maxime signalent que l'association Bolivia Inti Sud Soleil basée à Nantes distribue ce type de fours sur le territoire français. Il n'y a plus qu'à se lancer !!! Ils ont d'ailleurs fait une démonstration de ce mode de cuisson avec une parabole solaire, à leur retour devant des élèves d'écoles primaires, en Mayenne près de Laval, élèves qui avaient suivi leur périple grâce à un partenariat.

Aujourd'hui Céline et Maxime, en contact avec l'association Terre de Liens, mettent tout en œuvre pour s'installer en Rhône-Alpes pour devenir producteurs de fruits bio en y associant l'élevage de poules pondeuses. Ils se dirigent vers un achat collectif et réfléchissent à leur installation pour pouvoir la transmettre, si jamais un jour ils veulent vivre autre chose. Ils souhaitent vendre leurs produits sur la ferme, sur les marchés, en circuit court et transformer leurs produits invendus. Pour commencer, Maxime va se former aux techniques de taille, de cultures des fruitiers, tandis que Céline sera animatrice agricole.

Nous gardons bien évidemment le contact et aurons le plaisir de vous donner des nouvelles dans la Lettre.

Bernadette Paradis

Soisy Aide Au Monde (SAAM)

Mardi 17 mai, dans le cadre des semaines du consomm'acteur, la Maison du Monde a donné carte blanche à l'association Soisy Aide Au Monde, représentée par Dominique Desmard, de la direction collégiale, qui aide des villages burkinabés.

La SAAM, créée en 1989, compte aujourd'hui près d'une centaine d'adhérents, conduite par une direction collégiale avec un coordinateur entouré de délégués ayant chacun une compétence particulière. Elle vit des cotisations des adhérents, de dons individuels, mais surtout de subventions de la mairie, du Conseil départemental ou de fondations. Elle organise aussi des vide-greniers, des foires aux miettes ou le marché de Noël, et vend à cette occasion des objets d'artisanat burkinabés. Elle limite ses frais propres de fonctionnement à 5 % du budget total, ce qui suppose un important investissement des bénévoles, comme pour la publication et la diffusion du bulletin mensuel.

Au Burkina Faso, elle a soutenu des projets de développement dans les villages d'Oullo et Bitako, auxquels s'ajoutent aujourd'hui quelques villages alentour, situés à 2 heures de Ouagadougou. Ces projets concernent surtout l'éducation et la santé : ils sont toujours entrepris à la demande de l'association des villageois, constituée en commissions, qui doivent définir leurs besoins eux-mêmes et établir des devis, en s'engageant à financer 10 % de ces devis. Si, pendant de nombreuses années, il y eut trois missions par an, il n'y en a plus qu'une seule, pour rencontrer les villageois, étudier la faisabilité des projets, vérifier s'ils sont conformes aux accords avec la SAAM, voir l'avancement de ceux qui sont en cours, étudier de nouvelles demandes et vérifier leur cohérence avec le projet global, mais les responsables de part et d'autre sont en relation étroite par e-mails ou téléphone.

En faisant dérouler un diaporama, Dominique Desmard nous a permis de visualiser les lieux, les projets réalisés et les personnes concernées. Cela est essentiel pour comprendre combien le dénuement est une réalité et combien la nécessité de l'aide n'est pas à démontrer. Au départ de la coopération, il y eut la construction d'une école, d'un dispensaire, d'une maternité et de logements pour les personnels – la gestion de ces derniers dépendant des autorités burkinabés-, sans parler de l'équipement, de la distribution de livres et de fournitures diverses, de l'octroi de bourses, etc... Mais ces projets sont en

permanente évolution, un projet en appelant un autre. Après plus de 25 ans, il faut restaurer des bâtiments, construire de nouvelles classes, des latrines, creuser des puits, répondre à des attentes nouvelles. En ce qui concerne la santé, par exemple, la SAAM n'intervient plus dans la gestion de l'eau. Mais il a fallu aider à la création de potagers, créer des enclos pour les protéger des animaux ou des parcs à vaccinations pour les animaux ; on a construit des « boulis », sortes de retenues d'eaux de pluies servant d'abreuvoirs, mais ils se dégradent. La SAAM participe aussi au financement de micro-crédits pour les femmes, pour les jeunes. Quand ils sont remboursés, l'argent est redistribué. L'objectif final est toujours l'autonomie des villageois.



Certains projets avortent, l'achat d'un tracteur, par exemple, pour de jeunes agriculteurs : il est tombé en panne sans pouvoir être réparé ; cet échec représente une dette pour la SAAM qui ne sera jamais rentabilisée. D'autres sont, pour l'instant, à déconseiller, comme l'achat de panneaux solaires : non seulement ils sont l'objet de trafics en Afrique, mais les batteries ne durent pas et coûtent cher. La présence de Roger Parisot, président des Amis de Tuili, village burkinabé également, a enrichi la discussion sur certains points précis. Par exemple, celui des latrines. Elles sont essentielles pour les filles : leur construction a permis d'augmenter le nombre d'écolières à Tuili. Concernant les panneaux solaires, les responsables sont en relation avec une entreprise de Ouaga qui a trouvé une

parade aux vols. Concernant la situation politique, depuis le départ de Blaise Compaoré en 2014, ils se sont trouvés confrontés à des changements d'interlocuteurs parmi les élus locaux, les municipalités ayant été dissoutes : ne sont restés que les soutiens au nouveau pouvoir, en attendant de nouvelles élections qui se tiendront en septembre prochain.

Pour compléter ces échanges, voici un extrait de l'édito du bulletin de mai de la SAAM intitulé « *L'éducation comme investissement et réponse à la barbarie* » :

« *Le Burkina Faso traverse une période difficile de son histoire, semée d'embûches : le soulèvement populaire d'octobre 2014 refusant la modification constitutionnelle, l'élection présidentielle de fin 2015 menée démocratiquement, les terribles attentats de janvier 2016, autant d'événements qui n'ont pas fini de générer des changements en profondeur dans la société burkinabée.*

Ce pays reste un des pays les plus pauvres de la planète, mais a des atouts : une population accueillante et volontaire, un sous-sol prometteur (or, fer, manganèse...), une agriculture dynamique grâce à ses paysans, et malgré un sous-équipement chronique en matériel, un artisanat reconnu, des manifestations culturelles de renommée internationale...

Il recueille également les dividendes d'une politique volontariste dans le domaine de l'éducation avec des taux de scolarisation élevés y compris chez les filles, dans le domaine de la santé avec une diminution spectaculaire de la prévalence du sida, politique accompagnée par les quelques trois cents organisations non gouvernementales qui oeuvrent sur le terrain.

Beaucoup de choses restent à faire : Soisy Aide Au Monde participe modestement, mais avec ténacité et opiniâtreté, à cette marche vers le progrès avec l'éducation comme priorité et comme rempart face à ceux qui tuent et détruisent les écoles. Engagés depuis 1989, les partenariats avec les villages s'étoffent et permettent l'élaboration et la réalisation de projets communs... »

Michel Chesseron

GRILLE N° 142

L'Indonésie

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I		■								■
II						■			■	
III		■								
IV				■						
V			■		■			■		
VI						■	■			■
VII		■		■						
VIII	■						■		■	
IX			■							
X								■		
XI									■	

Horizontalement

I. C'est dans cette ville d'Indonésie que le président Soekarno accueillit le premier sommet de 29 pays du Tiers-Monde qui choisirent le non-alignement. **II.** Monnaie indonésienne. **III.** La construction dans la mer d'une muraille (32 km de long, 7m de haut, 16m de profondeur) a été décidée autour de la baie de Djakarta afin que soit «consolidé» le dispositif de protection contre la montée des eaux dans la ville. **IV.** Parti politique allemand. La muraille dessinera les contours de polders formant 17 îlots destinés à reloger 10 millions d'habitants et aura la forme du garouda, «animal» mythique hindou, symbole de la République indonésienne. **V.** Lettres de Timor. Personnel. Encadrent les réseaux. **VI.** «Théologien» dans le premier pays du monde à majorité musulmane. Bout de détroit (celui de Malacca). **VII.** 73 % de cette «grande île» fait partie de l'Indonésie, 26 % de la Malaisie et Brunéj représente 1 %. **VIII.** La Nouvelle-Guinée est une grande île divisée en deux : à l'Est l'Etat de Nouvelle-Guinée, à l'Ouest l'Irian Jaya colonisé par l'Indonésie depuis 50 ans et qui porte le nom de ce «peuple». **IX.** Lettres de Sumatra. Dans une ruche indonésienne. **X.** La destruction massive de la forêt tropicale indonésienne permet à des grandes compagnie de cultiver cet «arbre» sur des surfaces immenses pour produire de l'huile. Lettres de Java. **XI.** Le président Joko Widodo semble plus «ouvert» que ses prédécesseurs aux revendications des habitants de l'Irian. Jaya colonisé.

Verticalement

1. On a trouvé en Indonésie des traces de cet Homo «debout» qui datent de plus de 2 millions d'années. Ville du Vaucluse. **2.** Dans les quartiers Nord de Djakarta construits sur une couche d'argile molle, la «surface» s'enfonce de 14 cm par an ! Ce voilier traditionnel à balancier circule toujours dans les archipels du Sud-Est asiatique. **3.** «Île de l'Archipel des Moluques» qui a servi de camp de concentration pour les opposants à la dictature du président Suharto (le groupe 74 d'Evry d'Amnesty International a milité pour la libération d'un de ces prisonniers politiques). Lettre grecque. Doublée dans la Nouvelle-Guinée. **4.** L'Indonésie aurait bien besoin d'une telle agence pour protéger son environnement. Club phocéen. Evanoui. **5.** Ce phénomène climatique touche aussi bien l'Amérique latine que l'Indonésie où il provoque de graves sécheresses. La peine de mort étant toujours en vigueur en Indonésie, notamment pour les trafiquants de drogue, le président s'honorerait de la «supprimer». **6.** Les «challenges» sont nombreux pour ce nouveau président issu du peuple, surtout celui de lutter contre les inégalités, sa priorité. Île de Nouvelle-Calédonie où le mouvement indépendantiste kanak a été réprimé par la France. **7.** «Audacieux», comme le projet de protéger la baie de Djakarta. Trois lettres, en désordre, de la grande île du VII. **8.** Défenseur au club de football de Djakarta, prénommé Mitchell Leonardo. Le portail «... Indonésie» a pour vocation de donner un maximum d'informations et de liens pour tous les amoureux de l'Indonésie. **9.** Le «plan» de l'Indonésie compte 17.508 îles. Note. **10.** La fumée des «incendies» des forêts indonésiennes a pollué l'atmosphère jusqu'en Thaïlande en 2015. L'Indonésie sépare une immense «nappe» appelée le Pacifique d'une autre appelée l'Indien.

agenda

Samedi 11 juin

A 20h

Soirée anatolienne :
Musique traditionnelle,
poèmes, exposition
photos, cinévision
Maison des Syndicats à
Evry

Vendredi 17 juin

A 21h

Nuit de clôture poétique et
musicale palestinienne
Square Dalimier à Corbeil-
Essonnes

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	■	P	U	T	S	C	H	S	■
II	T	S	U	N	A	M	I	■	E	R
III	A	I	R	■	N	■	B	O	X	E
IV	P	A	G	O	D	E	■	R	U	E
V	E	M	E	■	O	N	U	■	E	■
VI	S	■	S	E	U	L	■	C	L	E
VII	■	M	■	C	R	I	M	E	■	L
VIII	M	E	P	R	I	S	A	N	T	E
IX	O	S	L	O	■	E	T	T	■	V
X	N	I	A	U	X	■	C	R	U	E
XI	S	E	N	E	■	T	H	E	■	S

Solution de la grille n°141
La Thaïlande